

des objectifs semblables à ceux du Canada, et nos propres efforts pour simplifier et expliquer nos politiques ont contribué à les mieux faire comprendre.

La stratégie de développement économique du Canada a toujours été pragmatique, libre de toute idéologie, et fondée tant sur les investissements internationaux que sur les initiatives publiques pour compléter les investissements nationaux privés. Le secteur ferroviaire canadien, qui se compose du Canadien National, propriété de l'État, et du Canadien Pacifique, qui est le plus important réseau ferroviaire détenu par des intérêts privés et qui jouit de l'appui tant du gouvernement que des investisseurs étrangers, illustre bien cette tradition. Plus récemment, le gouvernement a créé Pétro-Canada en tant que société de la Couronne pour faire concurrence à des sociétés privées détenues par des intérêts nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier; il s'agit là d'un autre exemple de l'approche canadienne du développement.

Cette approche pragmatique du développement a bien servi le Canada et n'a certainement pas dissuadé les investisseurs internationaux d'engager des capitaux au Canada. Aucun autre pays du monde industrialisé - et probablement du monde entier - ne compte autant sur les investissements internationaux, ne les soutient aussi efficacement et en profite autant que le Canada depuis quelques décennies. Il n'est donc pas étonnant que le Canada soit en faveur d'un environnement qui facilite les investissements internationaux.

En d'autres termes, le Canada fait bon accueil aux investissements étrangers dont il pourra tirer des avantages appréciables. Nous sommes également très intéressés à ce que les multinationales installées au Canada soient de bons citoyens corporatifs, dans l'esprit des directives de l'OCDE et de nos propres directives, notamment en s'adonnant à des activités d'exportation économiquement viables, en utilisant des ressources canadiennes lorsqu'elles sont concurrentielles, en exécutant des travaux indépendants de recherche et de développement au Canada, en permettant à des Canadiens de devenir actionnaires et de participer à la gestion, en donnant à l'entreprise canadienne suffisamment de liberté sur le plan de la gestion et en cherchant à utiliser les ressources et les profits réalisés au Canada à l'avantage de l'économie canadienne.

D'autre part, le niveau élevé de participation étrangère au Canada a fait craindre les répercussions que cette situation pourrait avoir sur l'essor et l'indépendance économiques du Canada et, conséquemment, a donné lieu à l'adoption d'un certain nombre de politiques modérées.